

Pour diffusion immédiate

**PREMIER TRIMESTRE DE TRANSCONTINENTAL : HAUSSE DES REVENUS DE 4 % DOUBLÉE
D'UNE CROISSANCE INTERNE POSITIVE DANS LES TROIS SECTEURS**

Faits saillants

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T1-2011	T1-2010	%
Revenus	530,1	511,6	4 %
Bénéfice d'exploitation ajusté	49,8	47,3	5 %
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	29,9 \$	27,1 \$	10 %
Par action	0,37 \$	0,34 \$	9 %
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2	26,2	- %
Par action	0,32 \$	0,32 \$	- %

- Conclusion avec Canadian Tire d'une entente d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars qui débutera en janvier 2012
- Lancement de nouveaux produits et services numériques dans les secteurs des médias et de l'interactif
- Optimisation des sources de financement et augmentation de la flexibilité financière
- Dépôt du deuxième *Rapport sur le développement durable*

Montréal, le 9 mars 2011 – Transcontinental a augmenté ses revenus de 4 % au premier trimestre de 2011. Ils sont passés de 511,6 millions de dollars à 530,1 millions. Cette augmentation est principalement attribuable au gain de nouveaux contrats d'impression, dont celui bonifié avec le quotidien *The Globe and Mail*, ainsi qu'à une augmentation du volume de ventes du Groupe des solutions aux communautés locales qui comprend les activités de distribution et d'édition de journaux. En excluant les acquisitions, les cessions et les fermetures, la variation de l'effet du taux de change et de l'effet du papier, la croissance interne s'est établie à 3 %, grâce à la contribution de chacun des trois secteurs de la Société. Le bénéfice d'exploitation ajusté a, pour sa part, augmenté de 5 %, passant de 47,3 millions de dollars à 49,8 millions, ce qui représente le septième trimestre consécutif de croissance par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge d'exploitation ajustée a, quant à elle, augmenté en passant de 9,2 % à 9,4 %. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des nouveaux contrats et à la poursuite de nos initiatives d'amélioration continue de l'efficacité de nos activités du secteur de l'impression, partiellement compensée par la poursuite des investissements stratégiques dans les secteurs des médias et de l'interactif. Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a été stable, à 26,2 millions de dollars ou 0,32 \$ par action, puisque la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration ont été plus élevés qu'au premier trimestre



de l'an dernier. En excluant ces éléments inhabituels, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 10%. Il est passé de 27,1 millions de dollars à 29,9 millions. Par action, il est passé de 0,34 \$ à 0,37 \$. De plus, Transcontinental a amélioré sa situation financière en optimisant ses sources de financement, en augmentant sa flexibilité financière et en réduisant ses dépenses en immobilisations.

« Les résultats de notre premier trimestre continuent de refléter la mise en œuvre de notre stratégie : renforcer nos actifs existants et développer de nouveaux produits et services numériques, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction. Notre secteur de l'impression récolte les fruits de nos récents investissements tout en maximisant ses actifs les plus productifs pour créer des synergies et gagner des parts de marché. D'ailleurs, l'entente conclue avec Canadian Tire témoigne de cette réalité. Nos secteurs des médias et de l'interactif, pour leur part, continuent de réaliser des investissements stratégiques dans le domaine numérique. Le lancement de nos sites web d'achat en groupe LaMegaPrise.com et TheMegaCatch.com, ainsi que des services d'achat de mots-clés sur Internet et la création de sites web pour les petites et moyennes entreprises, n'en sont que quelques exemples. Je suis très fier de nos résultats du premier trimestre et plus particulièrement de la croissance interne que nous sommes parvenus à générer. C'est avec confiance que j'entrevois l'avenir, car nous savons répondre aux besoins en constante évolution de nos clients. »

Autres faits saillants financiers

- Les fonds disponibles générés par les activités d'exploitation ont augmenté de manière significative, puisque les fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté de 9 %, passant de 64,5 millions de dollars à 70,2 millions, alors que les dépenses en immobilisations ont diminué, passant de 62,7 millions de dollars à 20,7 millions.
- Au 31 janvier 2011, le ratio d'endettement net (incluant le programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,78, comparativement à 1,82 au 31 octobre 2010 et à 2,40 au 31 janvier 2010. Le ratio d'endettement net sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement s'établit juste au-dessus de la cible de 1,5 fixée par la direction. Au cours des prochains trimestres, ce ratio devrait se rapprocher de la cible, puisque nous prévoyons une augmentation des fonds générés et une réduction des dépenses en immobilisations.
- Au cours des derniers mois, Transcontinental a amélioré sa flexibilité financière et a optimisé ses sources de financement. Le 21 décembre 2010, l'agence Standard & Poor's a augmenté la cote de crédit de Transcontinental de BBB- (stable) à BBB (stable), afin de tenir compte de l'amélioration continue de la situation financière ainsi que des perspectives de la Société. En outre, après la fin du trimestre, Transcontinental a remboursé par anticipation et annulé son crédit à terme de 100 millions de dollars accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Pour accroître sa flexibilité financière, Transcontinental a également mis sur pied un nouveau programme de titrisation de 200 millions de dollars sur deux ans avec une banque canadienne. Cependant, la Société ne prévoit pas utiliser ce programme à court terme.



Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion du premier trimestre* se terminant le 31 janvier 2011 qui est disponible sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».

Faits saillants de l'exploitation

- Transcontinental a conclu avec Canadian Tire une entente de quatre ans d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars qui débutera en janvier 2012. Cette nouvelle entente viendra combler les besoins d'impression de circulaires à l'échelle nationale pour l'ensemble des marques de Canadian Tire, ainsi que ses besoins au chapitre de l'impression de produits de marketing et de distribution dans l'est du Canada. De plus, Canadian Tire aura la possibilité de puiser parmi les autres services de Transcontinental tels que l'analyse de bases de données, la distribution à l'échelle canadienne, la production de circulaires électroniques, les programmes de marketing direct par l'entremise de l'imprimé, du mobile et des courriels, ainsi que les campagnes publicitaires à travers les magazines aux consommateurs, les journaux et les sites web de Transcontinental. Cette nouvelle entente ajoutera environ 30 à 40 millions de dollars de revenus sur une base annuelle, en plus de faire de Transcontinental le principal fournisseur de Canadian Tire en ce qui a trait aux solutions de marketing dans l'ensemble du Canada.
- Transcontinental a continué d'investir dans de nouveaux produits et services numériques, dans ses secteurs des médias et de l'interactif. La Société a récemment lancé des services d'achat de mots-clés sur Internet et des services de conception de sites web pour ses clients des petites et moyennes entreprises dans les communautés locales. Transcontinental a également acquis Vortex, un chef de file établi à Toronto qui figure parmi les fournisseurs de solutions intégrées dans le domaine du mobile, et a développé pour Télé-Ressources le premier portail mobile pour les demandeurs d'emploi du Québec.
- Transcontinental a publié son deuxième *Rapport sur le développement durable*, élaboré selon la norme GRI (Global Reporting Initiative), une référence internationale reconnue en ce qui a trait à la méthodologie en matière de développement durable. Le rapport répond aux critères du niveau d'application B de la norme GRI, ce qui marque une amélioration par rapport au niveau C obtenu l'an dernier. Le *Rapport sur le développement durable 2010* tient compte des résultats des initiatives d'engagement des parties prenantes ainsi que de l'élaboration d'objectifs et de cibles. Vous trouverez le rapport complet en version web, en format PDF téléchargeable ainsi qu'un document synthèse sur le site www.transcontinental-ecodev.com.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures



financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR
Pour les premiers trimestres terminés les 31 janvier
(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2011	2010
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2 \$	26,2 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7
Perte nette liée aux activités abandonnées (après impôts)	-	1,8
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,3
Impôts sur les bénéfices	5,7	4,8
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,6
Frais financiers	10,8	10,0
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	5,1	1,9
Bénéfice d'exploitation ajusté	49,8 \$	47,3 \$
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2 \$	26,2 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (après impôts)	-	1,8
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	3,7	1,5
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	(2,4)
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	29,9 \$	27,1 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,37 \$	0,34 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	54,0 \$	56,6 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(16,2)	(7,9)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,2 \$	64,5 \$

Dividende

À sa réunion du 9 mars 2011, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 21 avril 2011 aux détenteurs d'actions inscrits aux registres de



la Société à la fermeture des bureaux le 4 avril 2011. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 0,44 \$ par action participante.

Par ailleurs, à cette même réunion, le conseil a également déclaré un dividende trimestriel de 0,4161 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 15 avril 2011. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats trimestriels, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15 (heure de l'Est). Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nancy Bouffard, directrice des communications internes et externes, au 514 954-2809.

Profil

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Sa plateforme numérique diffuse également un contenu unique par l'entremise de plus de 250 sites Internet. Transcontinental offre de plus des solutions de marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Information prospective

Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, les taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à



mettre en œuvre son plan stratégique et son plan de rationalisation, à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 9 mars 2011. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nancy Bouffard
Directrice des communications internes et externes
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2809
nancy.bouffard@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications financières
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca
www.transcontinental.com



Rapport de gestion

Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011

L'objectif de ce *Rapport de gestion* est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le *Rapport de gestion* a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 9 mars 2011.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce *Rapport de gestion*, nous utilisons aussi certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 12.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, au sein desquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur par l'entremise du résultat étendu selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT	2
MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE.....	4
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2011	4
FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE 2011	5
STRATÉGIE.....	5
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	5
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	6
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2011	7
REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2011	9
CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR	12
SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	13
SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL.....	14
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	16
CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE	17
EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES	17
RISQUES ET INCERTITUDES.....	20
ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN	23
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION	24
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	24
PERSPECTIVES.....	24

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture du présent rapport, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

<u>Termes utilisés</u>	<u>Définitions</u>
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice d'exploitation ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et excluant les activités abandonnées
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents, et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme et du découvert bancaire, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
Croissance interne	Croissance des revenus ou du bénéfice d'exploitation ajusté excluant l'effet des acquisitions et des dispositions d'actifs, l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain, le peso mexicain et l'euro; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des transactions stratégiques; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 9 mars 2011.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Sa plateforme numérique diffuse également un contenu unique par l'entremise de plus de 250 sites Internet. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing interactifs utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2011

Transcontinental a continué sur sa lancée au premier trimestre 2011 avec une croissance interne de ses revenus et de son bénéfice d'exploitation ajusté par rapport au même trimestre l'an dernier. La contribution de nouveaux contrats d'impression et des activités de distribution ont majoritairement mené à l'augmentation des revenus consolidés de la Société, qui, combinée à l'amélioration continue de l'efficacité de ses activités, lui ont permis d'augmenter son bénéfice d'exploitation ajusté, malgré l'accélération de ses investissements stratégiques au sein de ses secteurs des médias et de l'interactif.

Le secteur de l'impression a encore une fois connu un excellent trimestre marqué par des gains de parts de marché et une consolidation accrue de sa position de leader canadien grâce, entre autres, aux récents investissements en immobilisations corporelles. De plus, le volume d'impression du secteur a augmenté par rapport au trimestre correspondant en 2010, notamment avec l'impression du quotidien *The Globe and Mail* pour un premier trimestre complet sur sa nouvelle plateforme hybride pancanadienne d'impression. Rappelons que cette plateforme polyvalente à la fine pointe de la technologie permettra au secteur de réduire considérablement ses dépenses en immobilisations corporelles au cours des prochaines années en plus d'imprimer plus efficacement, d'améliorer sa qualité d'impression, ainsi que d'optimiser l'utilisation de son parc d'équipements.

Au cours du trimestre, le secteur des médias a poursuivi ses récents investissements stratégiques, tel que la maison de représentation numérique et les lancements de journaux, en plus d'accélérer d'autres investissements tels que weblocal.ca. Ceux-ci ont surtout profité au Groupe des solutions aux communautés locales qui a vu ses revenus augmenter de plus de 5 %, malgré l'intensification de la concurrence dans certains de ses créneaux. Les dépenses publicitaires des détaillants nationaux ont été relativement stables au cours du trimestre, mais grâce à des gains en efficacité, le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a pu réaliser une meilleure performance comparativement à l'an dernier au chapitre de son bénéfice d'exploitation ajusté.

Au début de son exercice financier 2011, la Société a annoncé que son secteur des communications marketing est devenu le secteur de l'interactif. Ce changement de nom vient marquer sa volonté de devenir un leader en solutions marketing interactives, et renforcer le processus d'intégration des diverses entités acquises au cours des dernières années. Dorénavant réunies sous l'appellation Transcontinental Interactif, ces entités uniront ainsi mieux leurs forces pour offrir aux clients des services intégrés de marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing direct en ligne, de marketing personnalisé, de marketing mobile et de communication sur mesure, ainsi que l'impression numérique de produits marketing. Dans le même ordre d'idées, le 1er novembre dernier, la Société a

acquis Vortxt Interactive, un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles dans le but de bonifier davantage son offre de solutions marketing interactives. Ce fournisseur de solutions marketing mobiles intégrées complète l'acquisition de LIPSO en 2010 dans le but de concevoir et de déployer des campagnes marketing en utilisant la mobilité et les nouveaux médias. Au premier trimestre 2011, ce secteur a poursuivi ses investissements stratégiques afin d'améliorer son offre intégrée de services marketing interactifs.

Transcontinental a amélioré sa situation financière, et ce, pour un septième trimestre consécutif en raison de la baisse de ses niveaux d'endettement et de l'accroissement constant de sa rentabilité. D'ailleurs, l'agence de notation de crédit Standard & Poor's a reconnu la progression de la santé financière de la Société en augmentant de BBB- (stable) à BBB (stable) sa notation de crédit en raison de l'amélioration continue de son profil de risque financier. En effet, son ratio d'endettement net (incluant le programme de titrisation) était de 1,78 au 31 janvier 2011 par rapport à 2,40 et à 3,25 à la même date, respectivement en 2010 et en 2009. Cette amélioration considérable provient surtout de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, des mesures de rationalisation efficaces qui ont été mises en place en 2008 et 2009, du rendement sur des investissements récents ainsi que de nouveaux contrats.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE 2011

- Les revenus pour le premier trimestre 2011 ont augmenté de 3,6 % par rapport au trimestre correspondant en 2010. Ils sont passés de 511,6 millions de dollars à 530,1 millions. Hormis les cessions ou les fermetures de publications et d'usines, l'effet du taux de change, l'effet du papier ainsi que les acquisitions d'entreprises effectuées au cours de l'exercice 2010, la hausse des revenus aurait été de 3,2 %.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 5,3 %. Il est passé de 47,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2010 à 49,8 millions en 2011. Par le fait même, la marge d'exploitation a augmenté, passant de 9,2 % à 9,4 %. Cette augmentation est surtout attribuable à l'amélioration continue qui mène à une efficacité opérationnelle accrue de nos équipements de production combinée à une augmentation du volume d'impression qui sont partiellement compensées par la poursuite des investissements stratégiques au sein des secteurs des médias et de l'interactif. Au chapitre de la croissance interne, le bénéfice d'exploitation ajusté a crû de 10,1 % principalement en raison de nouveaux contrats d'impression ainsi que de la hausse des activités de distribution au Québec.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est demeuré stable à 26,2 millions de dollars. Cela est surtout attribuable à une augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté et à une diminution de la perte nette liée aux activités abandonnées compensées par une augmentation de la dépréciation d'actifs et frais de restructuration ainsi que des impôts sur les bénéfices. Par action, il a été de 0,32 \$.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 10,3 %, passant de 27,1 millions en 2010 à 29,9 millions en 2011. Par action, il est passé de 0,34 \$ à 0,37 \$.
- Le 8 décembre 2010, la Société a annoncé l'augmentation de son dividende trimestriel par action relativement à ses actions catégorie A et catégorie B de 22,2 %, passant de 0,09 \$ à 0,11 \$.

STRATÉGIE

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* ainsi que notre deuxième rapport sur le développement durable *Joindre le geste à la parole*, élaboré selon la norme Global Reporting Initiative (GRI), sur le site www.transcontinental.com.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Pour les premiers trimestres terminés les 31 janvier (non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)

	2011	2010	Variation en %
Exploitation			
Revenus	530,1 \$	511,6 \$	4%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	82,0	81,1	1%
Bénéfice d'exploitation	44,7	45,4	-2%
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	49,8	47,3	5%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2	26,2	0%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	29,9	27,1	10%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	70,2	64,5	9%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	54,0	56,6	-5%
Investissements			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	20,7	62,7	-67%
Acquisitions d'entreprises ⁽²⁾	4,8	0,6	s.o.
Données par action (de base)			
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	0,32	0,32	0%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	0,37	0,34	9%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	0,87	0,80	9%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	0,67	0,70	-4%
Dividendes sur actions participantes	0,11	0,08	38%
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)			
	81,0	80,8	
	Au 31 janvier 2011	Au 31 octobre 2010	Au 31 janvier 2010 ⁽³⁾
Situation financière			
Total de l'actif	2 528,6 \$	2 594,7 \$	2 518,2 \$
Endettement net ⁽¹⁾	680,3	694,4	804,1
Capitaux propres	1 263,3	1 247,0	1 130,5
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	1,78	1,82	2,40
Capitaux propres par action participante	14,36 \$	14,16 \$	12,75 \$
Nombre d'actions participantes en fin de période (en millions)			
	81,0	81,0	80,8

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures non conformes aux PCGR » à la page 12 de ce *Rapport de gestion*.

⁽²⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.

⁽³⁾ Comme publié initialement.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2011

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Premier trimestre de 2010	511,6 \$		47,3 \$		26,2 \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(6,2)	(1,2) %	(1,8)	(3,8) %	(1,4)	(5,3)
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	1,8	6,9
Activités existantes						
Effet du papier	10,2	2,0 %	(0,3)	(0,6) %	(0,2)	(0,8)
Taux de change	(1,7)	(0,3) %	(0,2)	(0,4) %	(0,7)	(2,7)
Croissance interne	16,2	3,2 %	4,8	10,1 %	5,2	19,8
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	(4,7)	(17,9)
Résultats - Premier trimestre 2011	530,1 \$	3,6 %	49,8 \$	5,3 %	26,2 \$	-

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du premier trimestre 2011 et ceux du premier trimestre 2010.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 6,2 millions de dollars et diminué le bénéfice d'exploitation ajusté de 1,8 million. Déduction faite des frais financiers et des impôts sur les bénéfices, leur effet négatif sur le bénéfice net s'est établi à 1,4 million de dollars. Cette réduction provient principalement de la fermeture des usines de Boucherville et de Moncton dans le secteur de l'impression au cours du premier trimestre 2011.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 10,2 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet négatif de 0,3 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 0,2 million sur le bénéfice net.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine ont eu un effet modeste sur les résultats du premier trimestre 2011, puisqu'elles ont occasionné des diminutions de 1,7 million de dollars des revenus et de 0,2 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au cours du premier trimestre 2011, l'effet relatif aux taux de change a surtout été attribuable à la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine. La variation négative du taux de change moyen au cours du premier trimestre 2011, comparativement à la moyenne au cours du premier trimestre 2010, s'établissait à 4,6 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et a été stable en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif d'environ 1,5 million de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 0,2 million de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet négatif de 0,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet négatif de 1,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à

1,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet négatif net s'est établi à 0,7 million de dollars.

- La croissance interne positive des revenus s'est établie à 16,2 millions de dollars, ou 3,2 %, au premier trimestre 2011. Cette hausse est attribuable, en grande partie, à la contribution de nouveaux contrats dans les groupes des journaux et du détail dans le secteur de l'impression, ainsi qu'à une augmentation des revenus dans le Groupe des solutions aux communautés locales, provenant surtout de ses activités de distribution.
- La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 4,8 millions de dollars, ou 10,1 %, au premier trimestre 2011, est principalement attribuable à l'amélioration continue des activités d'impression ainsi qu'à la contribution de nouveaux contrats d'impression. Ces éléments sont toutefois partiellement compensés par l'accélération des investissements stratégiques déployés au sein de nos secteurs des médias et de l'interactif afin de développer davantage l'offre de solutions numériques et de services marketing interactifs.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au premier trimestre 2011, un montant de 5,1 millions de dollars avant impôts (3,7 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 3,5 millions de dollars proviennent de dépréciation d'actifs dans le secteur de l'impression.

Au premier trimestre 2010, un montant de 1,9 million de dollars avant impôts (1,5 million après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, la majorité provient de la réduction d'effectifs dans le secteur de l'impression.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 0,2 million de dollars, soit 1,9 %. Ils s'établissent à 10,8 millions de dollars au premier trimestre 2011, comparativement à 10,6 millions au premier trimestre 2010. Cette augmentation est principalement attribuable à la capitalisation des frais financiers plus élevée en 2010, surtout en raison du projet d'impression du quotidien *The Globe and Mail*, partiellement compensée par une diminution de l'endettement net (incluant le programme de titrisation) par rapport à l'an dernier.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 0,9 million de dollars, passant de 4,8 millions au premier trimestre 2010 à 5,7 millions au premier trimestre 2011. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration ainsi que les ajustements inhabituels, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 7,1 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 18,2 %, comparativement à 7,6 millions, ou 20,7 %, au premier trimestre 2010. Cette diminution est entre autres attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts.

Activités abandonnées

Au cours du premier trimestre 2010, une perte nette liée à l'exploitation de ses activités abandonnées de 1,8 million de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistrée. Cette perte est reliée à la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est demeuré stable à 26,2 millions de dollars. Cela est surtout attribuable à une augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté et à une diminution de la perte nette liée aux activités abandonnées compensées par une augmentation de la dépréciation d'actifs et frais de restructuration ainsi que des impôts sur les bénéfices. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes est demeuré stable à 0,32 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 10,3 %, passant de 27,1 millions au premier trimestre 2010 à 29,9 millions au premier trimestre 2011, principalement en raison d'une augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté. Par action, il a augmenté de 0,03 \$, passant de 0,34 \$ à 0,37 \$.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2011

Analyse des principaux écarts – Résultats sectoriels Pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2011 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Secteur de l'interactif	Résultats intersectoriels et autres résultats	Résultats consolidés
Revenus - Premier trimestre 2010	362,5 \$	135,7 \$	30,3 \$	(16,9) \$	511,6 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(6,6)	(0,5)	0,9	-	(6,2)
Activités existantes					
Effet du papier	10,2	-	-	-	10,2
Taux de change	(1,1)	-	(0,6)	-	(1,7)
Croissance interne (négative)	13,2	4,0	0,6	(1,6)	16,2
Revenus - Premier trimestre 2011	378,2 \$	139,2 \$	31,2 \$	(18,5) \$	530,1 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Premier trimestre 2010	40,3 \$	12,0 \$	0,2 \$	(5,2) \$	47,3 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(0,8)	(0,2)	(0,8)	-	(1,8)
Activités existantes					
Effet du papier	-	(0,3)	-	-	(0,3)
Taux de change	-	-	(0,2)	-	(0,2)
Croissance interne (négative)	7,8	(2,3)	(1,3)	0,6	4,8
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Premier trimestre 2011	47,3 \$	9,2 \$	(2,1) \$	(4,6) \$	49,8 \$

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau ci-dessus et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 14) afférente aux états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011.

La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 15,7 millions de dollars, soit 4,3 %, passant de 362,5 millions au premier trimestre de 2010 à 378,2 millions au premier trimestre de 2011. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les variations du papier et des taux de change, les revenus ont augmenté de 13,2 millions de dollars, soit 3,6 %. Cette croissance interne provient principalement des nouveaux contrats

d'impression partiellement compensée par les conditions de marché qui affectent toujours nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté, il est passé de 40,3 millions de dollars au premier trimestre de 2010 à 47,3 millions en 2011, ce qui représente un bond de 17,4 %. Cette hausse a fait grimper la marge d'exploitation ajustée, qui est passée de 11,1 % au premier trimestre de 2010 à 12,5 % au premier trimestre de 2011. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que l'effet relié au taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 7,8 millions de dollars, soit 19,4 %. La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté provient surtout de la hausse des revenus combinée à l'efficacité opérationnelle accrue de l'ensemble des groupes.

Au cours de l'exercice 2011, en plus du contrat d'impression du quotidien *The Globe and Mail*, la signature de trois nouveaux contrats d'impression à notre usine de Fremont en Californie ainsi que des gains de parts de marché additionnels qui pourraient être réalisés généreront des revenus additionnels d'ici la fin de l'exercice. De plus, la nouvelle entente conclue avec Canadian Tire après la fin du premier trimestre générera des revenus additionnels de 30 à 40 millions de dollars par année pour l'ensemble de la Société à compter de janvier 2012, dont la majorité profitera au secteur de l'impression. Le secteur de l'impression continuera d'optimiser l'utilisation de son parc d'équipements afin de consolider davantage sa position de leader au Canada.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias sont passés de 135,7 millions de dollars au premier trimestre 2010 à 139,2 millions au premier trimestre 2011, soit une hausse de 3,5 millions ou 2,6 %. En excluant les acquisitions et les cessions de publications, les revenus ont augmenté de 4,0 millions de dollars ou 2,9 %.

La croissance interne positive des revenus du secteur pour le premier trimestre 2011 provient principalement des activités de distribution du Groupe des solutions aux communautés locales. De plus, les investissements stratégiques effectués au cours des derniers trimestres pour développer et améliorer l'offre numérique ont profité aux activités centrées sur les nouveaux médias et les solutions numériques puisqu'elles ont aussi connu une hausse de leurs revenus.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 2,8 millions de dollars, passant de 12,0 millions au premier trimestre 2010 à 9,2 millions au premier trimestre 2011. En excluant les acquisitions, les cessions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, il a baissé de 2,3 millions de dollars. Cette croissance interne négative est principalement le résultat d'investissements stratégiques soutenus sur nos diverses plateformes numériques ainsi que dans le lancement de nouveaux hebdomadaires dans le Groupe des solutions aux communautés locales. Ce dernier a également été affecté par une concurrence accrue dans certains de ses marchés qui est partiellement compensée par une hausse des revenus par rapport à 2010. Par ailleurs, un changement de méthode comptable est venu réduire les frais d'exploitation du Groupe d'édition de livres pédagogiques de 1,6 million de dollars au cours du trimestre. Pour les raisons précitées, la marge d'exploitation ajustée du secteur des médias a diminué, s'établissant à 6,6 % au premier trimestre 2011 comparativement à 8,8 % au premier trimestre 2010.

Au cours de l'exercice 2011, le secteur des médias accélérera ses initiatives d'investissements stratégiques sur ses diverses plateformes numériques et papier, comme weblocal.ca, lamegaprise.ca ainsi que sur de récents lancements de journaux. Le Groupe des solutions aux communautés locales devrait, quant à lui, ressentir les effets de certains des investissements précités en plus d'une concurrence accrue dans certains de ses créneaux. Par l'entremise de son Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques, le secteur se concentrera sur le développement de la monétisation de son offre numérique, incluant sa nouvelle maison de représentation numérique, afin de profiter des nouveaux marchés émergents.

Secteur de l'interactif

Les revenus du secteur de l'interactif ont augmenté de 0,9 million de dollars, soit 3,0 %, passant de 30,3 millions au premier trimestre 2010 à 31,2 millions pour le premier trimestre 2011. Les récentes acquisitions ont ajouté 0,9 million aux revenus du premier trimestre 2011 par rapport à 2010. Cette hausse a été en partie compensée par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine qui explique une baisse des revenus de 0,6 million de dollars par rapport à 2010. En excluant l'effet des acquisitions et du taux de change, la croissance interne positive de 0,6 million est majoritairement expliquée par des nouveaux contrats de la Division des communications sur mesure et de la Division du prémédia qui sont partiellement compensés par un recul des revenus de la Division de solutions marketing personnalisés.

Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé de 0,2 million de dollars au premier trimestre 2010 à une perte de 2,1 millions au premier trimestre 2011, soit une baisse de 2,3 millions de dollars. En excluant les acquisitions et l'effet relié aux taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 1,3 million de dollars. Cette baisse est en grande partie expliquée par une augmentation des coûts liés au développement de son offre intégrée de services marketing interactifs par l'entremise d'investissements stratégiques. La marge d'exploitation ajustée a ainsi diminué, passant de 0,7 % pour le premier trimestre 2010 à une marge négative de 6,7 % en 2011.

Au cours de l'exercice 2011, la progression des revenus devrait se poursuivre en raison des récentes acquisitions ainsi qu'aux efforts liés au développement et à l'optimisation de l'offre intégrée de solutions marketing interactives. Notre bénéfice d'exploitation devrait aussi s'améliorer grâce une hausse des revenus qui seront toutefois compensée par la poursuite des investissements stratégiques dans le but de développer davantage nos plateformes de communications numériques.

Activités intersectorielles et autres activités

Les revenus d'activités intersectorielles et d'autres activités sont passés d'un total négatif de 16,9 millions de dollars au cours du premier trimestre 2010 à un total négatif de 18,5 millions en 2011. Cette variation est surtout attribuable à une augmentation des transactions intersectorielles. Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 5,2 millions de dollars au cours du premier trimestre 2010 à un total négatif de 4,6 millions en 2011 principalement dû à une réduction des coûts du siège social.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Pour les premiers trimestres terminés les 31 janvier (non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2011	2010
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2 \$	26,2 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7
Perte nette liée aux activités abandonnées (après impôts)	-	1,8
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,3
Impôts sur les bénéfices	5,7	4,8
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,6
Frais financiers	10,8	10,0
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	5,1	1,9
Bénéfice d'exploitation ajusté	49,8 \$	47,3 \$
Amortissement	32,2	33,8
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	82,0 \$	81,1 \$
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2 \$	26,2 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (après impôts)	-	1,8
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	3,7	1,5
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	(2,4)
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	29,9 \$	27,1 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,37 \$	0,34 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	54,0 \$	56,6 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(16,2)	(7,9)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,2 \$	64,5 \$
Dette à long terme	706,2 \$	826,4 \$ ⁽¹⁾
Portion à court terme de la dette à long terme	16,6	7,4 ⁽¹⁾
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42,5)	(29,7) ⁽¹⁾
Endettement net	680,3 \$	804,1 \$

⁽¹⁾ Comme publié initialement.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels choisis (non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2011		2010				2009	
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	530 \$	570 \$	500 \$	510 \$	512 \$	570 \$	504 \$	531 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	82	120	90	91	81	120	83	77
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	15,5 %	21,1 %	18,0 %	17,8 %	15,8 %	21,1 %	16,4 %	14,5 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	45 \$	65 \$	58 \$	56 \$	45 \$	72 \$	47 \$	(146) \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	50	88	59	58	47	85	53	48
Marge du bénéfice d'exploitation ajusté	9,4 %	15,4 %	11,8 %	11,4 %	9,2 %	14,9 %	10,5 %	9,0 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	26 \$	45 \$	29 \$	67 \$	26 \$	43 \$	25 \$	(144) \$
Par action	0,32	0,56	0,35	0,83	0,32	0,54	0,31	(1,79)
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	30	63	34	34	27	53	31	30
Par action	0,37	0,77	0,43	0,42	0,34	0,65	0,39	0,37
En % de l'exercice	- %	40 %	22 %	21 %	17 %	39 %	24 %	22 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Au chapitre du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté, l'effet des mesures de rationalisation déployées en 2009 a limité les répercussions de ce ralentissement sur le bénéfice à compter du troisième trimestre de l'exercice 2009. À compter du troisième trimestre 2010, une stabilisation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté peut être observée en raison d'un effet limité des mesures de rationalisation mises en place en 2009, partiellement compensé par la contribution de nouveaux contrats ainsi qu'à l'amélioration continue au sein des opérations. De plus, les résultats du quatrième trimestre sont supérieurs aux autres puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées à l'automne, sans compter qu'il s'agit de la période de pointe pour l'impression de livres ainsi que pour notre Groupe d'édition de livres pédagogiques.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière Pour les trimestres terminés les 31 janvier (non vérifiés)

(en millions de dollars)	2011	2010
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments		
hors caisse liés à l'exploitation	70,2 \$	64,5 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(16,2)	(7,9)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	54,0	56,6
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(4,8)	(0,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(20,6)	(61,9)
Autres	(5,5)	(3,2)
Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(30,9)	(65,7)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	-	32,9
Remboursement de la dette à long terme	(7,3)	(5,1)
Diminution (augmentation) du crédit à terme rotatif	7,2	(12,7)
Dividendes sur actions participantes	(8,9)	(6,5)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,9)
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,0)	-
Autres	0,1	(0,6)
Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies	(16,6)	6,1
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	680,3	804,1 ⁽¹⁾
Capitaux propres	1 263,3	1 247,0 ⁽¹⁾
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	1,78	2,40 ⁽¹⁾
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB Stable	BBB- Stable

⁽¹⁾ Comme publié initialement.

Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté. Ils ont atteint 70,2 millions de dollars en 2011, comparativement à 64,5 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté compensée partiellement par la hausse des frais financiers. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une sortie de fonds de 16,2 millions de dollars en 2011, comparativement à une sortie de fonds de 7,9 millions en 2010. Cet écart résulte essentiellement d'une diminution des impôts recouvrés. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation

ont diminué, occasionnant une entrée de fonds de 54,0 millions de dollars en 2011, comparativement à 56,6 millions en 2010.

Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

La Société a réduit considérablement ses investissements en immobilisations corporelles au cours du premier trimestre 2011, soit à 20,6 millions de dollars, déduction faite des dispositions. Les investissements en immobilisations corporelles sont en baisse de 41,3 millions comparativement aux 61,9 millions investis en 2010, principalement en raison du projet visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail* qui est maintenant complété.

Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies

La Société a versé 8,9 millions de dollars en dividendes sur actions participantes, soit 11 cents par action, au premier trimestre 2011, par rapport à 6,5 millions en 2010, soit 36,9 % de plus en raison d'une première hausse d'un cent par action à la suite du premier trimestre et une seconde hausse de deux cents à la suite de l'exercice 2010. Aussi, le contrat de vente à terme d'obligations sur la débenture du Fonds de solidarité de la FTQ est venu à échéance le 5 novembre dernier, ce qui a résulté en un versement de 6,0 millions de dollars. De plus, au premier trimestre 2011, la Société a versé 1,7 million de dollars en dividendes sur les actions privilégiées, soit 0,2 million de moins qu'en 2010, du fait que les dividendes versés en 2010 couvraient une période de 105 jours, soit depuis l'émission des actions privilégiées.

Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provinciaux.

<u>Actions émises et en circulation</u>	<u>Au 31 janvier 2011</u>	<u>Au 28 février 2011</u>
Catégorie A (droit de vote subalterne)	65 817 337	65 817 337
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 196 840	15 196 840
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

Instruments d'emprunt

En date du 31 janvier 2011, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,78 (2,40 au 31 janvier 2010) principalement en raison de la vente de la quasi-totalité des actifs de publi-postage aux États-Unis et de l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. La direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50.

Le crédit à terme rotatif de la Société, d'un montant de 400 millions de dollars, dont 184,0 millions étaient utilisés en date du 31 janvier 2011, vient à échéance en septembre 2012. Le taux d'intérêt applicable sur le crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's Ratings Services. Selon la forme d'emprunt choisie par la Société, le taux d'intérêt applicable sur le crédit est actuellement soit le taux de base bancaire, le taux des acceptations bancaires majoré de 0,44 %, ou le LIBOR majoré de 0,44 %. Des frais de facilités de 0,11 % sont également applicables, que la marge de crédit soit utilisée ou non, et des frais d'utilisation de 0,05 % sont applicables si un montant correspondant à plus de 66^{2/3} % du crédit à terme rotatif est utilisé.

Au 31 janvier 2011, des lettres de crédit aux montants de 0,4 million de dollars canadiens et de 3,0 millions de dollars américains avaient été émises à même le crédit à terme rotatif, en plus des montants mentionnés au paragraphe précédent.

En janvier 2011, la Société a commencé le remboursement du financement accordé par une banque européenne d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 % en versements égaux de capital plus les intérêts. Cet instrument d'emprunt avait été conclu afin d'acquérir différents équipements de production et est remboursable à tous les six mois à compter de janvier 2011. Au 31 janvier 2011, le montant de capital qui reste à rembourser est de 44,3 millions d'euros (60,2 millions de dollars). Le 1^{er} décembre 2009, la Société avait mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de ces facilités au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %.

Le 1^{er} février 2011, la Société a conclu une entente quant au taux d'intérêt sur une débenture de 50,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ. Le taux d'intérêt a été fixé à 5,58 % pour les huit années restantes de son terme de 10 ans. Le contrat de vente à terme d'obligations mis en place dans le but de fixer une portion du taux d'intérêt de cette débenture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, est venu à échéance le 5 novembre 2010 et a résulté en un déboursé qui aura pour effet de majorer le taux d'intérêt effectif de 1,50 % sur la durée restante de la débenture. De plus, le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation son crédit à terme de 100,0 millions de dollars d'une durée de cinq ans accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec à l'aide de son crédit à terme rotatif. Ce financement a donc été remboursé plus de trois ans avant son échéance en respectant les paramètres décrits au contrat.

Arrangements hors bilan (titrisation)

Au 31 janvier 2010, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 254,0 millions de dollars, dont 162,5 millions étaient des droits conservés par la Société, donnant lieu à une contrepartie nette de 91,5 millions, soit 57,3 millions de dollars canadiens et 32,0 millions de dollars américains. Au 31 janvier 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme était de 210,4 millions de dollars. Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, la Société a constaté un escompte total de 0,6 million de dollars pour le premier trimestre 2010 à la suite de la vente de débiteurs.

De plus, le 16 février 2011, la Société a mis sur pied un nouveau programme de titrisation de ses débiteurs de 200,0 millions de dollars avec une banque canadienne sur une durée de deux ans. Les conditions du nouveau programme tiennent compte de celles du marché actuel et sont favorables comparativement à d'autres sources de financement. Puisque la Société dispose actuellement de capitaux suffisants, ce programme ne devrait pas être utilisé à court terme, mais lui procure une plus grande flexibilité financière.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010. Certaines des conventions comptables de la Société exigent des évaluations et font appel au jugement. Les éléments les plus significatifs exigeant le recours à des évaluations et au jugement de la direction sont l'évaluation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, la comptabilisation des avantages sociaux futurs octroyés aux employés et la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La direction évalue ces estimations sur une base continue en utilisant des données historiques et autres facteurs, incluant l'environnement économique actuel. Puisque des événements futurs ou changements dans les circonstances et leurs effets ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient différer significativement de ses estimations. Des changements dans ces estimations résultant de changements perpétuels dans l'environnement

économique seront reflétés dans les états financiers des périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, permet de capitaliser les coûts de salaires et avantages sociaux directement attribuables à la création d'un actif incorporel généré à l'interne. Pour les coûts de prépublication d'ouvrages, la Société ne capitalisait pas ces coûts car ses systèmes d'information ne lui permettaient pas d'attribuer ces données à chaque ouvrage. Le 1er novembre 2010, la Société a modifié ses systèmes d'information afin de lui permettre de cumuler les coûts de salaires et avantages sociaux par ouvrage et a décidé de changer de méthode comptable. Conséquemment, pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 1,6 million de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 0,5 million ainsi qu'une diminution des frais d'exploitation de 1,6 million et une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 0,5 million. Ces actifs incorporels seront amortis sur une période maximale de 5 ans, en fonction de l'historique des ventes, à même les frais d'exploitation. L'application de cette méthode comptable est prospective car la Société ne dispose pas des informations relatives aux années antérieures pour appliquer ce changement rétrospectivement.

EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société a établi une structure organisationnelle de gestion de projet composée de membres de différents échelons et de diverses fonctions afin d'assurer la coordination et le suivi de l'avancement du projet. Des ressources ayant les compétences et l'expérience nécessaires ont été affectées à la réalisation du projet. Des rapports sur l'avancement du projet sont présentés régulièrement à la haute direction et au comité de vérification.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases : l'évaluation, la conversion et la mise en œuvre des IFRS. La Société a commencé la phase de mise en œuvre depuis le début de l'exercice 2011 et le plan de conversion progresse tel que prévu. Veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* pour une description détaillée des phases et du plan de conversion.

Différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société

Les éléments suivants ont été évalués comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Ces éléments ne représentent pas une liste exhaustive des impacts découlant de la transition aux IFRS et des modifications pourraient y être apportées d'ici le passage aux IFRS.

<u>Sujet</u>	<u>Éléments susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société</u>
Avantages du personnel (IAS 19)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut choisir de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor (telle qu'utilisée par la Société) ou la constatation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu. La Société a l'intention de conserver la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. • Un exposé-sondage a été publié et propose la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu ainsi que la présentation du coût des services rendus et des frais financiers dans les résultats. La publication de la norme est prévue en 2011.
Dépréciation d'actifs (IAS 36)	<ul style="list-style-type: none"> • Le test de dépréciation des actifs se fait au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Selon les PCGR du Canada, le test de dépréciation des actifs se fait au niveau du groupe d'actifs qui ne correspond pas nécessairement à une UGT. • Les écarts d'acquisition sont alloués aux UGT ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, alors que selon les PCGR du Canada, les écarts d'acquisition sont alloués aux entités d'exploitation qui sont équivalentes à un secteur d'exploitation ou à un niveau immédiatement inférieur. Étant donné que le test de dépréciation sera possiblement effectué à un niveau de groupe d'actifs différent que celui effectué selon les PCGR du Canada, une dépréciation d'actifs pourrait être constatée à des moments différents selon les IFRS. • Pour déterminer si une dépréciation d'actif doit être prise, la valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés). Selon les PCGR du Canada, un test en deux étapes est effectué : dans un premier temps, on compare la valeur comptable de l'actif aux flux de trésorerie futurs non actualisés et, dans un deuxième temps, si une dépréciation est requise, le montant de la dépréciation se fait en comparant sa valeur comptable à sa juste valeur. • Les dépréciations sur des actifs autres que celles sur les écarts d'acquisition peuvent être reprises selon certaines conditions. Selon les PCGR du Canada les reprises n'étaient pas permises. • La Société évalue actuellement l'incidence de ces éléments en date de transition.
Impôts sur les bénéfices (IAS 12)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les impôts futurs sont calculés à partir des écarts temporaires qui correspondent à la différence entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada les « immobilisations admissibles » sont déductibles jusqu'à concurrence de 75 % de leur coût. Les PCGR du Canada traitent de cette situation particulière et précise que la valeur fiscale doit être majorée de 25 %, conséquemment il n'y a pas d'écart temporaire. Les IFRS ne traitent pas de cette situation particulière, de sorte qu'il y a maintenant un écart temporaire entre les valeurs fiscale et comptable pour ces actifs qui doit être comptabilisé lorsque la transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises. • La Société évalue actuellement l'incidence de cette différence pour ces actifs incorporels qui se qualifient comme immobilisations admissibles et prévoit un ajustement qui résultera en une augmentation des passifs d'impôts futurs et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition.

<p>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut décomptabiliser un actif financier selon certaines conditions qui sont axées sur une notion de transfert des risques et avantages. En vertu des PCGR du Canada, les conditions pour décomptabiliser un actif financier sont plutôt axées sur une notion de transfert de contrôle de l'actif. Pour la Société, les débiteurs vendus dans le cadre d'une entente de titrisation pourraient ne plus répondre aux conditions pour être décomptabilisés en vertu des IFRS. • A la date de transition aux IFRS, cette différence n'aura pas d'incidence sur les états financiers car aucun programme de titrisation n'était en vigueur au 31 octobre 2010.
<p>Participation dans des coentreprises (IAS 31)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les IFRS permettent de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle (tel qu'utilisée par la Société) ou la méthode de la mise en équivalence (valeur de consolidation). La Société prévoit continuer d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle. • Un exposé-sondage a été publié et propose d'abolir le choix de la méthode de la consolidation proportionnelle dans certaines situations. La publication de la norme est prévue en 2011.

La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » est la norme que devra appliquer la Société pour dresser son bilan d'ouverture IFRS en date de transition. L'objectif de cette norme est de fournir un point de départ pour une comptabilité conforme aux IFRS à un coût qui ne dépasse pas les avantages attendus. Ainsi, certaines mesures d'allégement, appelées exemptions et exceptions, sont permises afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives et les exceptions sont obligatoires. La liste qui suit présente certaines exemptions qui sont susceptibles d'avoir un impact important pour la Société.

<u>Exemption</u>	<u>Description et statut</u>
<p>Avantages du personnel</p>	<p>IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux bénéficiaires non répartis en date de transition et d'appliquer IAS 19 de façon prospective.</p> <p>La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une diminution d'environ 7 millions de dollars de l'actif au titre des prestations constituées et du passif d'impôts futurs de 2 millions, une augmentation du passif au titre des prestations constituées de 35 millions et de l'actif d'impôts futurs de 9 millions et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 31 millions.</p>
<p>Coûts d'emprunts</p>	<p>IAS 23 exige la capitalisation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Selon les PCGR du Canada, une entité a le choix de capitaliser les coûts d'emprunts ou de les passer en charge. La Société a comme convention comptable de capitaliser les coûts d'emprunts.</p> <p>Les IFRS sont plus directifs sur la nature des coûts d'emprunts capitalisables que les PCGR du Canada. IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition déterminée ou à compter de la date de transition.</p> <p>La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une diminution des immobilisations corporelles d'environ 13 millions de dollars et du passif d'impôts futurs de 3 millions ainsi qu'une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 10 millions.</p>
<p>Coût présumé</p>	<p>IFRS 1 permet d'évaluer une immobilisation corporelle à la date de transition à sa juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Le coût présumé est le montant utilisé comme substitut du coût ou du coût amorti et l'amortissement ultérieur est calculé à partir de ce montant.</p>

	La Société évalue actuellement la possibilité de prendre cette exemption pour certaines immobilisations corporelles.
Montant cumulé des différences de conversion	<p>IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les différences de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. IFRS 1 permet que le montant cumulé des différences de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le profit ou perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les différences de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS.</p> <p>La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 25 millions de dollars.</p>

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition aux risques et aux incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou financiers. Conséquemment, le directeur de la gestion des risques et la direction revoient continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur notre programme de gestion de risques est revu régulièrement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergie entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les conséquences.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Concurrence

Au premier trimestre 2011, certains de nos créneaux plus traditionnels ont fait face à une intensification de la concurrence. Pour limiter cet effet, la Société continue de mettre l'accent sur le développement de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Nouveaux médias

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Efficacité opérationnelle

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Réglementation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Répartition géographique et taux de change

Le taux de change s'établissait en moyenne à 1,0155 CAD/USD pendant le premier trimestre de 2011, comparativement à 1,0644 CAD/USD en moyenne pendant le premier trimestre de l'exercice précédent. Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Au 31 janvier 2011, pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme visant la vente de 87 millions de dollars américains (128 millions de dollars américains au 31 janvier 2010), dont 42 millions et 45 millions seront vendus en 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 20 mois à des taux variant de 1,0302 à 1,2800. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice 2010.

Dépendance envers les systèmes d'information

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Recrutement et rétention du talent

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Tests de dépréciation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Échange d'information confidentielle et vie privée

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Développement des affaires

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Intégration des acquisitions

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Perte de réputation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Actions participantes et actions privilégiées

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Le crédit à terme rotatif de la Société est actuellement constitué uniquement de la « Tranche A » d'un montant de 400 millions de dollars qui vient échéance en septembre 2012, dont 184,0 millions étaient utilisés au 31 janvier 2011. De plus, après la fin du premier trimestre 2011, un nouveau programme de titrisation des débiteurs de 200,0 millions de dollars d'une durée de deux ans a été mis sur pied. Cette source de financement permet à la Société de se doter d'une flexibilité financière accrue. Ce risque financier est atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,78 et que les flux de trésorerie disponibles de la Société devraient être plus élevés au cours du prochain exercice, et ce, compte tenu de la réduction importante au chapitre de notre programme de dépenses en immobilisations et de l'apport du projet d'impression du quotidien *The Globe and Mail*. De plus, la Société a opté de rembourser par anticipation son crédit à terme de 100,0 millions de dollars avec la Caisse de dépôt de placement du Québec le 17 février dernier.

La Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin du premier trimestre 2011, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 70 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 30 % (63 % et 37 %, respectivement, au 31 janvier 2010). La portion de la dette à taux fixe a augmenté en raison de l'augmentation des flux monétaires excédentaires générés lors du présent exercice qui ont permis de réduire considérablement l'utilisation du crédit à terme rotatif. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. Dans le but de réduire son risque vis-à-vis des fluctuations des taux d'intérêt, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable.

Crédit

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Régimes de retraite

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Risques environnementaux

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* ainsi que le *Rapport sur le développement durable 2010 – Joindre le geste à la parole*.

Risques liés aux matières premières et aux envois postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Futures politiques des institutions postales

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Débeture non garantie auprès du Fonds de solidarité FTQ

Le 1^{er} février 2011, la Société a conclu une entente quant au taux d'intérêt sur une débeture de 50,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ. Le taux d'intérêt a été fixé à 5,58 % pour les huit années restantes de son terme de 10 ans. Le contrat de vente à terme d'obligations mis en place dans le but de fixer une portion du taux d'intérêt de cette débeture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, est venu à échéance le 5 novembre 2010 et a résulté en un déboursé qui aura pour effet de majorer le taux d'intérêt de 1,5 % sur la durée restante de la débeture.

Programme de titrisation

Le 16 février 2011, la Société a mis sur pied un nouveau programme de titrisation de 200 millions de dollars sur deux ans avec une banque canadienne. Les conditions du nouveau programme tiennent compte de celles du marché actuel et sont favorables comparativement à d'autres sources de financement. Puisque la Société dispose actuellement de capitaux suffisants, ce programme ne devrait pas être utilisé à court terme mais lui procure une plus grande flexibilité financière.

Remboursement du crédit à terme

De plus, le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation son crédit à terme de 100,0 millions de dollars d'une durée de cinq ans accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ce remboursement a été effectué à l'aide du crédit à terme rotatif. Ce financement a donc été remboursé plus de trois ans avant son échéance en respectant les paramètres décrits au contrat.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction, y compris le président et chef de la direction ainsi que le vice-président et chef de la direction financière, de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société avait apporté, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Au cours des trois prochains trimestres de l'exercice 2011, la Société poursuivra sa stratégie visant à utiliser ses activités existantes comme levier, telles ses activités d'impression, d'édition et de distribution, tout en développant de nouvelles avenues dans le domaine des solutions marketing interactives et numériques par l'entremise de ses secteurs des médias et de l'interactif. D'ailleurs, grâce à son offre marketing intégrée, Transcontinental a conclu une nouvelle entente avec Canadian Tire en février 2011 qui lui permettra de générer des revenus additionnels de 30 à 40 millions de dollars annuellement sur une période de quatre ans. L'ensemble des secteurs de la Société bénéficiera de cette entente qui entrera en vigueur en janvier 2012.

Le secteur de l'impression poursuivra ses initiatives visant à maximiser l'utilisation de son parc d'équipements et ainsi consolider davantage sa position de leader canadien. De plus, l'impression du quotidien *The Globe and Mail* générera des revenus additionnels de près de 20 millions de dollars pour le secteur d'ici la fin de l'exercice, sans compter les nouvelles ententes de moindre envergure conclues à l'usine de Fremont en Californie, qui s'ajouteront aux activités d'impression du *San Francisco Chronicle*.

En raison des investissements stratégiques effectués, à la fois sur ses diverses plateformes numériques et dans ses journaux, le bénéfice d'exploitation ajusté du Groupe des solutions aux communautés locales ainsi que du Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques devrait être affecté négativement au cours des prochains trimestres alors que les revenus devraient augmenter.

Le secteur de l'interactif accélérera le développement de son offre intégrée de solutions marketing interactives pour mieux répondre aux demandes croissantes d'activation de programmes marketing sur mesure de ses clients ainsi

que pour profiter davantage de l'émergence des plateformes numériques. Les revenus du secteur devraient donc augmenter au cours des prochains trimestres.

Au chapitre de la situation financière de la Société, des progrès additionnels sont à prévoir d'ici la fin de l'exercice. En effet, la réduction significative des dépenses en immobilisations corporelles, qui atteindront un maximum de 75 millions de dollars pour l'exercice 2011, combinée aux flux monétaires importants qui seront générés, permettront à la Société d'améliorer davantage son ratio d'endettement net au cours des prochains trimestres.

Au nom de la direction,
Le vice-président et chef de la direction financière,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Huard', with a long, sweeping flourish extending upwards and to the right.

Benoît Huard
Le 9 mars 2011

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Revenus	530,1 \$	511,6 \$
Frais d'exploitation	389,6	373,7
Frais de vente, frais généraux et administratifs	58,5	56,8
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration	82,0	81,1
Amortissement (note 3)	32,2	33,8
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	5,1	1,9
Bénéfice d'exploitation	44,7	45,4
Frais financiers (note 5)	10,8	10,0
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	33,9	34,8
Impôts sur les bénéfices (note 6)	5,7	4,8
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,3
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	27,9	29,7
Perte nette liée aux activités abandonnées (note 7)	-	(1,8)
Bénéfice net	27,9	27,9
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	26,2 \$	26,2 \$
Bénéfice net (perte nette) par action participante - de base et dilué (note 9)		
Activités poursuivies	0,32 \$	0,34 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)
	0,32 \$	0,32 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)	81,0	80,8
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)	81,1	80,9

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Bénéfice net	27,9 \$	27,9 \$
Autres éléments du résultat étendu :		
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 0,6 million de dollars ((1,9) million en 2010)	(0,2)	(5,1)
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 0,1 million de dollars (0,7 million en 2010)	1,4	1,9
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	1,2	(3,2)
Pertes nettes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(2,5)	(0,9)
Autres éléments du résultat étendu (note 12)	(1,3)	(4,1)
Résultat étendu	26,6 \$	23,8 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
non vérifiés

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Solde au début de la période	784,0 \$	645,9 \$
Bénéfice net	27,9	27,9
	811,9	673,8
Dividendes sur actions participantes	(8,9)	(6,5)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,9)
Solde à la fin de la période	801,3 \$	665,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2011	Au 31 octobre 2010
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42,5 \$	36,3 \$
Débiteurs	415,8	454,8
Impôts sur les bénéfices à recevoir	21,3	19,7
Stocks	75,5	82,9
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	20,4	21,6
Impôts futurs	15,8	17,7
	591,3	633,0
Immobilisations corporelles	884,0	918,3
Immobilisations corporelles destinées à la vente (note 4)	5,2	-
Écarts d'acquisition	682,0	678,1
Actifs incorporels	178,0	179,1
Impôts futurs	149,6	146,7
Autres éléments d'actif	38,5	39,5
	2 528,6 \$	2 594,7 \$
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	280,7 \$	358,2 \$
Impôts sur les bénéfices à payer	27,3	28,8
Abonnements perçus d'avance et dépôts	40,2	38,6
Impôts futurs	2,7	2,5
Portion à court terme de la dette à long terme	16,6	17,8
	367,5	445,9
Dette à long terme	706,2	712,9
Impôts futurs	142,5	138,1
Autres éléments du passif	48,8	50,0
	1 265,0	1 346,9
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,8
Capitaux propres		
Capital-actions	478,7	478,6
Surplus d'apport (note 11)	13,9	13,7
Bénéfices non répartis	801,3	784,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 12)	(30,6)	(29,3)
	770,7	754,7
	1 263,3	1 247,0
	2 528,6 \$	2 594,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	27,9 \$	27,9 \$
Moins : Perte nette liée aux activités abandonnées (note 7)	-	(1,8)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	27,9	29,7
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Amortissement (note 3)	38,5	40,1
Dépréciation d'actifs (note 4)	3,5	0,1
Gain à la cession d'actifs	-	(0,4)
Impôts futurs	0,3	(6,5)
Rémunération à base d'actions (note 10)	1,1	0,5
Autres	(1,1)	1,0
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	70,2	64,5
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(16,2)	(7,9)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	54,0	56,6
Fonds liés à l'exploitation des activités abandonnées	-	(1,3)
	54,0	55,3
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 13)	(4,8)	(0,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(20,7)	(62,7)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,1	0,8
Augmentation des actifs incorporels et autres éléments d'actif	(5,5)	(3,2)
Fonds liés aux investissements des activités poursuivies	(30,9)	(65,7)
Fonds liés aux investissements des activités abandonnées	-	(0,8)
	(30,9)	(66,5)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	-	32,9
Remboursement de la dette à long terme	(7,3)	(5,1)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	7,2	(12,7)
Dividendes sur actions participantes	(8,9)	(6,5)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,9)
Émission d'actions participantes	0,1	-
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,0)	-
Autres	-	(0,6)
Fonds liés au financement des activités poursuivies	(16,6)	6,1
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères	(0,3)	0,1
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6,2	(5,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	36,3	34,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	42,5 \$	29,7 \$
Information additionnelle		
Intérêts payés	7,9 \$	9,3 \$
Impôts payés (recouvrés) sur les bénéfices	6,5 \$	(0,9) \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers intermédiaires doivent être lus en tenant compte des plus récents états financiers consolidés annuels.

1. Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2010. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats de nos activités sont grandement influencés par le marché de la publicité, qui est plus actif aux deuxième et quatrième trimestres. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre division d'édition d'ouvrages pédagogiques.

2. Changement de méthode comptable

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, permet de capitaliser les coûts de salaires et avantages sociaux directement attribuables à la création d'un actif incorporel généré à l'interne. Pour les coûts de prépublication d'ouvrages, la Société ne capitalisait pas ces coûts car ses systèmes d'information ne lui permettaient pas d'attribuer ces données à chaque ouvrage. Le 1^{er} novembre 2010, la Société a modifié ses systèmes d'information afin de lui permettre de cumuler les coûts de salaires et avantages sociaux par ouvrage et a décidé de changer de méthode comptable. Conséquemment, pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 1,6 million de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 0,5 million ainsi qu'une diminution des frais d'exploitation de 1,6 million et une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 0,5 million. Ces actifs incorporels seront amortis sur une période maximale de 5 ans, en fonction de l'historique des ventes, à même les frais d'exploitation. L'application de cette méthode comptable est prospective car la Société ne dispose pas des informations relatives aux années antérieures pour appliquer ce changement rétrospectivement.

3. Amortissement

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Immobilisations corporelles	28,3 \$	29,8 \$
Actifs incorporels	3,9	4,0
	32,2	33,8
Actifs incorporels et autres éléments d'actifs, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	6,3	6,3
	38,5 \$	40,1 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours des derniers exercices, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

a) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Ces mesures ont été complétées au cours de l'exercice 2010 et les déboursés finaux auront lieu au cours de l'exercice 2011.

b) Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2010, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours des exercices 2011 et 2012.

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

Le tableau suivant présente le détail de ces programmes :

(en millions de dollars)	Total		Trois mois terminés les 31 janvier				2010	
			Passif au 31 octobre 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 janvier 2011	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010								
Impression								
Réduction d'effectifs	28,9 \$	28,9 \$	2,9 \$	- \$	1,8 \$	1,1 \$	1,3 \$	2,0 \$
Autres coûts	4,3	4,3	-	-	-	-	0,3	0,1
Interactif								
Réduction d'effectifs	2,1	2,1	0,6	-	0,4	0,2	-	0,1
Autres coûts	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Médias								
Réduction d'effectifs	10,4	10,4	0,4	-	0,2	0,2	0,2	2,9
	45,9	45,9	3,9	-	2,4	1,5	1,8	5,1
Impression								
Dépréciation d'actifs	18,4	18,4	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	-	s.o.	s.o.	-	s.o.
	65,9 \$	65,9 \$	3,9 \$	- \$	2,4 \$	1,5 \$	1,9 \$	5,1 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012								
Impression								
Réduction d'effectifs	6,6 \$	6,6 \$	5,5 \$	1,1 \$	4,6 \$	2,0 \$	- \$	- \$
Autres coûts	0,5	1,9	-	0,5	0,2	0,3	-	-
	7,1	8,5	5,5	1,6	4,8	2,3	-	-
Impression								
Dépréciation d'actifs	4,2	4,2	s.o.	3,5	s.o.	s.o.	-	s.o.
	11,3 \$	12,7 \$	5,5 \$	5,1 \$	4,8 \$	2,3 \$	- \$	- \$
Total								
Réduction d'effectifs	48,0 \$	48,0 \$	9,4 \$	1,1 \$	7,0 \$	3,5 \$	1,5 \$	5,0 \$
Autres coûts	5,0	6,4	-	0,5	0,2	0,3	0,3	0,1
Dépréciation d'actifs	24,2	24,2	s.o.	3,5	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
	77,2 \$	78,6 \$	9,4 \$	5,1 \$	7,2 \$	3,8 \$	1,9 \$	5,1 \$

Immobilisations corporelles destinées à la vente

Les immobilisations destinées à la vente sont constituées de certains actifs immobiliers qui ne sont plus nécessaires à la poursuite des affaires à la suite des mesures de rationalisation 2011-2012. Ces immobilisations ne sont plus amorties. Aucune perte n'a été constatée à l'état consolidé des résultats puisque la juste valeur diminuée des frais de vente qui a été estimée pour ces actifs est supérieure à leur valeur comptable. Le gain sur disposition résultant de la vente future de ces immobilisations sera présenté à l'encontre des frais de restructuration.

5. Frais financiers

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Frais financiers de la dette à long terme	10,1 \$	10,4 \$
Autres frais	1,0	0,7
Gain de change	(0,3)	(1,1)
	10,8 \$	10,0 \$

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011, un montant négligeable d'intérêts a été capitalisé aux immobilisations corporelles (0,7 million pour la même période en 2010).

6. Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	9,6 \$	10,5 \$
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(0,9)	(1,9)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	(2,4)
Autres	(3,0)	(1,4)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	5,7 \$	4,8 \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	7,1 \$	7,6 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	(1,4)	(0,4)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	(2,4)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	5,7 \$	4,8 \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009. Ces réductions du taux d'imposition provincial ont eu pour effet de réduire la charge d'impôt et le passif d'impôts futurs net de 2,4 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

7. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Ce groupe du secteur de l'impression a généré des revenus de l'ordre de 170,0 millions de dollars américains en 2009 et employait quelque 1200 personnes. La clôture de la transaction a eu lieu le 1^{er} avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Revenus	- \$	47,6 \$
Charges	-	50,1
Perte avant impôts sur les bénéfices	-	(2,5)
Impôts sur les bénéfices recouvrés	-	(0,7)
Perte nette liée aux activités abandonnées	- \$	(1,8) \$

8. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et à cotisations déterminées à l'intention de ses employés et ceux de ses filiales participantes.

Le coût lié à ces régimes est le suivant :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Régimes à prestations déterminées	(0,3) \$	4,0 \$
Régimes à cotisations déterminées	4,5	0,6
	4,2 \$	4,6 \$

9. Bénéfice net par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour la période de trois mois terminée les 31 janvier :

	2011	2010
Numérateur (en millions de dollars)		
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	27,9 \$	29,7 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7
Bénéfice net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	26,2 \$	28,0 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	81,0	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	81,1	80,9

Dans le calcul du bénéfice dilué par action, 1 040 657 options sont considérées anti-dilutives au 31 janvier 2011 (1 492 325 au 31 janvier 2010), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

10. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action subalterne catégorie A et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2011 et 2010, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois terminés les 31 janvier			
	2011		2010	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	1 542 490	16,76 \$	2 006 575	17,23 \$
Octroyées	164 672	16,20	173 100	13,09
Levées	(10 840)	9,96	(15 120)	9,16
Annulées	(17 725)	12,52	(118 970)	19,98
Options émises à la fin de la période	1 678 597	16,79 \$	2 045 585	16,78 \$
Options pouvant être levées aux 31 janvier	1 205 750	18,19 \$	1 531 485	18,26 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les détenteurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2011 et 2010, la contrepartie reçue a été de 0,1 million de dollars pour chacune de ces périodes.

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de trois mois terminées les 31 janvier :

	2011	2010
Juste valeur des options d'achat d'actions	5,40 \$	4,31 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,6 %	1,5 %
Volatilité prévue	39,8 %	38,6 %
Taux d'intérêt sans risque	2,51 %	2,74 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

10. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses dirigeants en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 31 janvier			
	2011	2010	2011	2010
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	121 110	127 870	676 627	548 808
Unités octroyées	40 123	53 240	233 383	277 013
Unités annulées	-	(58 141)	(69 584)	(54 616)
Unités payées	(872)	(2 493)	(53 824)	(6 084)
Unités converties	41 874	-	(41 874)	-
Dividendes versés en unités	1 162	584	-	-
Solde à la fin de la période	203 397	121 060	744 728	765 121

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2011 et 2010 ont été de 1,3 million de dollars et 0,8 million, respectivement. Des montants de 0,9 million de dollars et 0,1 million, respectivement, ont été versés en vertu de ce régime au cours des périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2011 et 2010.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Solde au début de la période	159 803	167 783
Rémunération des administrateurs	6 627	7 541
Unités payées	-	(40 923)
Dividendes versés en unités	1 044	778
Solde à la fin de la période	167 474	135 179

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2011 et 2010 ont été de 0,5 million de dollars et 0,1 million, respectivement. Aucun montant n'a été versé en vertu du régime au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011 (0,5 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2010).

11. Surplus d'apport

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Solde au début de la période	13,7 \$	12,9 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 10)	0,2	0,2
Solde à la fin de la période	13,9 \$	13,1 \$

12. Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(0,9)	(3,2)	(4,1)
Solde au 31 janvier 2010	(21,7) \$	(2,5) \$	(24,2) \$
Solde au 1er novembre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2,5)	1,2	(1,3)
Solde au 31 janvier 2011	(27,3) \$	(3,3) \$	(30,6) \$

Au 31 janvier 2011, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des périodes ultérieures comme suit :

(en millions de dollars)	2011	2012	2013	2014	2015 et suivantes	Total
Gains (pertes) sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	0,9 \$	(0,5) \$	(1,0) \$	(0,6) \$	(3,6) \$	(4,8) \$
Impôts sur les bénéfices	-	-	0,3	0,2	1,0	1,5
	0,9 \$	(0,5) \$	(0,7) \$	(0,4) \$	(2,6) \$	(3,3) \$

13. Acquisitions d'entreprises

Le 1^{er} novembre 2010, la Société a acquis 100 % des actions de Vortxt Interactive inc., un chef de file canadien dans le domaine des solutions mobiles.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2011, la Société a payé la somme de 4,8 millions de dollars relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours de la période et des périodes précédentes. De ce montant, 0,5 million de dollars était inclus dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2010 et 4,1 millions a été attribué à l'écart d'acquisition.

14. Information sectorielle

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Revenus		
Secteur de l'impression	378,2 \$	362,5 \$
Secteur de l'interactif	31,2	30,3
Secteur des médias	139,2	135,7
Autres activités et montants non alloués	2,1	2,0
Ventes inter-sectorielles		
Secteur de l'impression	(18,9)	(14,8)
Secteur de l'interactif	(0,3)	-
Secteur des médias	(1,4)	(4,1)
Total des ventes inter-sectorielles	(20,6)	(18,9)
	530,1 \$	511,6 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration		
Secteur de l'impression	71,4 \$	65,6 \$
Secteur de l'interactif	-	3,1
Secteur des médias	13,9	16,3
Autres activités et montants non alloués	(3,3)	(3,9)
	82,0 \$	81,1 \$

14. Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 janvier	
	2011	2010
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Secteur de l'impression	41,8 \$	38,8 \$
Secteur de l'interactif	(2,2)	0,2
Secteur des médias	9,0	11,9
Autres activités et montants non alloués	(3,9)	(5,5)
	44,7 \$	45,4 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾		
Secteur de l'impression	3,7 \$	42,2 \$
Secteur de l'interactif	2,2	2,0
Secteur des médias	1,0	2,0
Autres activités et montants non alloués	0,2	1,3
	7,1 \$	47,5 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		
Secteur de l'impression	24,1 \$	25,3 \$
Secteur de l'interactif	2,1	2,9
Secteur des médias	4,7	4,3
Autres activités et montants non alloués	1,3	1,3
	32,2 \$	33,8 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2011	Au 31 octobre 2010
	Actif	
Secteur de l'impression	1 440,6 \$	1 473,8 \$
Secteur de l'interactif	135,9	130,0
Secteur des médias	762,9	783,7
Autres activités et montants non alloués	189,2	207,2
	2 528,6 \$	2 594,7 \$
Écarts d'acquisition		
Secteur de l'impression	129,7 \$	129,7 \$
Secteur de l'interactif	42,5	38,6
Secteur des médias	508,9	508,9
Autres activités et montants non alloués	0,9	0,9
	682,0 \$	678,1 \$

15. Événements postérieurs à la date du bilan

Débeture non garantie - Fonds de solidarité FTQ

Le 1^{er} février 2011, la Société a conclu une entente quant au taux d'intérêt sur une débeture de 50,0 millions consentie par le Fonds de solidarité FTQ. Le taux d'intérêt a été fixé à 5,58 % pour les huit années restantes de son terme de dix ans. Le contrat de vente à terme d'obligations mis en place pour fixer une portion du taux d'intérêt de cette débeture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, est venu à échéance le 5 novembre 2010 et a résulté en un déboursé qui aura pour effet de majorer le taux d'intérêt effectif de 1,50 %. Ce montant fait partie du cumul des autres éléments du résultat étendu et sera amortie à même les frais financiers au cours des huit prochaines années selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Programme de titrisation

Le 16 février 2011, la Société a mis sur pied un nouveau programme de titrisation pour la vente de ses débiteurs de 200,0 millions de dollars sur deux ans avec une banque canadienne. Les conditions du nouveau programme tiennent compte de celles du marché actuel et sont favorables comparativement à d'autres sources de financement.

Remboursement du crédit à terme

Le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation, selon les paramètres décrits au contrat, son crédit à terme de 100,0 millions de dollars accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ce remboursement a été effectué à l'aide du crédit à terme rotatif. Ce financement avait été consenti au printemps 2009, pour une durée de cinq ans.

16. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.